

Burundi : « Le pouvoir a lancé une campagne pour capturer l'institution militaire »

Jeune Afrique, 10 avril 2017 Près de deux ans après la tentative de coup d'État au Burundi, l'International Crisis Group a rendu public le 5 avril un rapport inquiétant sur les fractures qui fragilisent les Forces de Défense nationale. Autrefois vitrine de l'accord d'Arusha, cette armée minée par des divisions politiques et ethniques est à l'image de la crise qui agite le pays, selon les auteurs, dont Thierry Vircoulon, spécialiste de la région des Grands lacs, fait partie. Interview.

En janvier dernier, l'attaque contre le camp de Mukoni, en province Muyinga, dans le nord-est du Burundi, avait déjà alerté la société civile et l'opposition. Pour les autorités, il s'agissait d'une tentative de vol en bande organisée. Mais rapidement, des voix étaient élevées, critiquant une armée plus que jamais au bord de l'implosion. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) et l'ONG Iteka étaient même allées plus loin, dénonçant les « dynamiques génocidaires » à l'œuvre au Burundi. Dans un rapport publié le 5 avril – Burundi : l'armée dans la crise – des chercheurs se sont penchés sur les fractures au sein de cette institution privilégiée et engagée dans des missions de maintien de la paix de l'ONU. Clivages politico-ethniques, purges, assassinats ciblés d'opposants, désertions massives : le constat dressé est alarmant et interroge sur l'avenir de cette armée. L'International Crisis Group revient notamment sur la remise en cause, depuis la crise de 2015, du consensus sur lequel repose la stabilité du pays : celui d'une armée apolitique composée à la fois d'ex-rebelles, issus majoritairement du parti au pouvoir, et de militaires de l'ancienne garde – pour beaucoup tutsis – appelés « ex-FAB » [Forces Armées Burundaises]. Spécialiste de la région des Grands Lacs, Thierry Vircoulon a travaillé avec l'International Crisis Group sur cette enquête. Jeune Afrique : Vous affirmez dans ce rapport que la crise du régime est devenue une crise de l'armée. Pourquoi ? Thierry Vircoulon : Dès 2015, après la tentative de coup d'État, des militaires qui étaient des soutiens du président Nkurunziza ont été assassinés, tout comme d'autres qui étaient contre un troisième mandat du président [En avril 2015, la candidature de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat, jugée inconstitutionnelle par certains, avait déclenchée des manifestations. En mai, le général Godefroid Niyombare avait alors profité de l'absence du président pour tenter de le destituer, nldr]. Ces assassinats se répondaient et étaient commis dans des séquences temporelles très proches les unes des autres. On sentait, à ce moment-là, qu'on tuait un militaire du camp anti-troisième mandat contre un militaire du camp pro-troisième mandat. Le putsch de 2015 a été le déclencheur qui a mis en évidence que certains militaires étaient contre le troisième mandat. Depuis, l'armée est retrouvée absorbée dans cette crise. Les données sont difficiles à obtenir : nous ne pouvons avancer aucun chiffre sur le nombre d'assassinats ciblés de militaires, autant que cela continue encore à l'heure actuelle. Il est question de représailles entre militaires au sein de l'armée, mais aussi d'une volonté du gouvernement de « purger » cette dernière. Après la première séquence de cette crise qui a duré jusqu'à fin 2015, le pouvoir a lancé une campagne pour capturer l'institution militaire et assurer qu'il n'y aurait pas d'autre putsch. C'était une campagne de répression contre la vieille garde de l'armée et contre tous ceux qui étaient opposés au troisième mandat. Donc il s'agissait surtout des ex-FAB. Et cette campagne de purges a non seulement concerné de nombreux ex-FAB qui étaient dans l'armée, mais aussi des ex-FAB à la retraite. Ces purges ont été marquées par des arrestations, des disparitions après arrestation ou encore des condamnations à des peines de prison. Ce conflit de « basse intensité » comme vous l'appellez dans votre rapport est-il traduit par des désertions ? Suite aux premières campagnes de purges, ceux ayant eu peur pour leur vie ont quitté le pays. Plusieurs départs se sont produits en 2015, puis quelques autres, groupés, à la mi-2016. Là aussi, il est très difficile de disposer de chiffres [Dans leur rapport, les chercheurs estiment qu'entre 600 et 2 000 hommes auraient fait défection depuis le début de la crise, nldr]. Aujourd'hui, l'idéal d'une armée républicaine et apolitique paraît bien loin. Pourtant, l'accord d'Arusha, qui a mis un terme à la guerre civile dans le pays, devait mettre un terme aux rapports troubles entre politique et armée. Arusha devait mettre fin à cette imbrication du politique et du militaire. Mais la gouvernance des institutions de sécurité est restée dominée par le clientélisme, qui passe par l'achat de la loyauté des uns et des autres. C'est aussi une gouvernance teintée d'ethnisme. On reste dans la continuité de l'histoire longue du Burundi. Arusha se voulait être une rupture, mais même s'il y a eu un début de mise en œuvre, très rapidement, avec la consolidation du pouvoir de Nkurunziza et du CNDD-FDD, l'ancien mode de gouvernance des services de sécurité est revenu. Ils veulent mettre l'accélérateur pour renverser le rapport ethnique dans l'armée. Cette volonté est parfois assumée, le gouvernement revenant ouvertement sur certains points importants de l'accord. Le porte-parole de l'armée a dit que pour les prochains recrutements, il appliquerait le principe du 60-40 et non plus le 50-50 [qui est pourtant un des points clés de l'accord d'Arusha, censé garantir la composition ethnique paritaire des forces de sécurité, nldr]. C'est déjà un premier accroc clair et sans ambiguïté à l'accord d'Arusha. Le reste, c'est de la politique silencieuse de capture et de neutralisation de l'état-major par le clientélisme. Ils se sont toujours plaints du fait que dans l'armée, il y avait trop de Tutsis et que le 50-50 n'était pas appliqué, mais là, ils veulent mettre l'accélérateur pour renverser le rapport ethnique dans l'armée. Il y a eu une enquête du Parlement sur la composition ethnique de l'armée, mais dont les résultats n'ont pas été rendus publics. La même enquête avait été menée en 2008, pour être elle aussi maintenue secrète. Quels en sont les résultats ? Pourquoi les cachent-ils ? Est-ce qu'aujourd'hui, on peut dire qu'il y a un risque d'éclatement de l'armée ? L'éclatement n'est pas le risque principal. La campagne de purges a porté ses fruits et il y a peu de chance que la vieille garde, en tout cas ceux qui sont encore là, organisent un nouveau putsch. Par contre, on risque de voir progresser le phénomène de déliquescence de l'armée :

désertions, perte de compétences et a continuation de la politique de répression contre ce qu’il reste des ex-Fab. Grosso modo, une armée qui va s’affaiblir de l’intérieur et perdre sa multiethnicité et, surtout, sa situation socio-économique. Actuellement, l’armée burundaise n’a rien à faire dans des missions de maintien de la paix. Et cette déliquescence de l’armée est-elle un risque pour la stabilité du pays ? Le risque est limité. Mais tant qu’il n’y aura pas de dialogue entre le gouvernement et l’opposition, et une solution politique à cette situation, la crise va s’approfondir. En revanche, le risque aujourd’hui est que le non-paiement des salaires des militaires qui servent en mission de maintien de la paix les conduise à la mutinerie. Dernièrement, des militaires, ceux qui viennent de rentrer de mission en Somalie, n’ont pas été payés, en tout cas pas l’entièreté de leur salaire. [Et pour cause, Bruxelles ne voulait plus verser, via l’Union africaine, des fonds qui aboutissaient dans les caisses de la Banque centrale du Burundi, craignant que Bujumbura, qui prélevait 20% au passage, n’utilise ces fonds à d’autres fins. Un accord signé en janvier a permis une reprise des paiements, ndlr.] L’accord d’Arusha avait fait de l’armée burundaise une vitrine pour le pays, lui permettant notamment de participer à ces missions de maintien de la paix. Aujourd’hui, faut-il retirer l’armée burundaise de ses opérations ? Actuellement, l’armée burundaise n’a rien à faire dans des missions de maintien de la paix puisque la paix, en tout cas la sécurité, est d’abord à rétablir au Burundi. Mais les organismes internationaux en ont décidé autrement, et notamment l’Union européenne, puisque après avoir suspendu ses paiements aux soldats de l’Amisom [mission de l’Union africaine en Somalie] elle va finalement les payer. Il y a à la fois une dimension éthique dans cette participation qui pose problème, avec notamment un certain nombre de Burundais qui ont été renvoyés de la MINUSCA, en Centrafrique, parce qu’ils avaient été impliqués dans des violences dans leur pays. Mais il y a aussi la dimension financière, avec l’affaire qui avait conduit à un bras de fer entre l’UE et le gouvernement du Burundi sur le paiement des militaires et le danger de mutineries en cas de non-paiement. Par Maëva Poulet

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});